

## **Israël envahit deux centres culturels palestiniens à Jérusalem-Est et arrête leurs directeurs : l'urgence d'une protection internationale**



Ce mercredi 22 juillet, la police et les services spéciaux israéliens ont envahi et saccagé deux centres culturels palestiniens particulièrement réputés, le Centre culturel Yabous, et le Conservatoire national de musique Edward Saïd. Ils ont arrêté leurs directeurs, Mme Rania Elias et M. Suheil Khoury après avoir fouillé et saccagé leur domicile. Ils ont également arrêté M. Daoud al-Ghoul, directeur de Shafaq, un réseau de centres artistiques à Jérusalem, après avoir également fouillé et saccagé son domicile. Les deux premiers viennent d'être libérés « sous conditions ».

L'Association France Palestine Solidarité exprime sa totale solidarité avec Mme Rania Elias, M. Suheil Khoury et M. Daoud al-Ghoul ; elle demande la libération immédiate de M. Daoud al-Ghoul, ainsi que la levée de toute restriction à l'activité et à la liberté de Mme Rania Elias et de M. Suheil Khoury et des institutions qu'ils dirigent.

Israël, fort du soutien des États-Unis de Trump et n'ayant en aucun cas renoncé à ses projets d'annexion, intensifie ses attaques contre le peuple palestinien, et notamment contre toutes les institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, dont elle a arrêté une fois de plus le gouverneur palestinien au début de ce mois. Israël vole aussi, en toute impunité, le patrimoine artistique palestinien, comme il vient de le faire pour des fonts baptismaux byzantins datant du VI<sup>ème</sup> siècle.

L'Association France Palestine Solidarité appelle Mme Audrey Azoulay, directrice de l'Unesco, à intervenir pour protéger les institutions et le patrimoine culturels palestiniens, à exiger la libération de M. Daoud al-Ghoul ainsi que l'arrêt immédiat des exaction et mesures d'intimidation contre les institutions culturelles palestiniennes et leurs directeurs. Elle appelle le président de la République à intervenir de manière forte et publique dans le même sens.

Le secteur palestinien de la santé n'est pas non plus épargné. Il y a quelques jours, alors que les signes de recrudescence de la pandémie de Covid-19 en Israël et en Palestine sont particulièrement inquiétants, Israël a osé détruire, à Hébron, un centre de diagnostic que les autorités palestiniennes venaient de construire, et qui était indispensable pour mener une lutte efficace contre la pandémie et désengorger l'hôpital d'Hébron.

En toute impunité, Israël intensifie ses actions contre la société palestinienne, au mépris du droit international et sans craindre de commettre des crimes de guerre. Ainsi apparaît au grand jour le projet d'Israël d'éliminer les structures de la société palestinienne, sans épargner ni la culture, ni la santé.

Pour le combattre, il faut des actes : l'AFPS demande solennellement au président de la République de prendre l'initiative d'une protection internationale du peuple palestinien, une protection qui devra s'appuyer sur des sanctions contre l'Etat d'Israël tant que celui-ci viole délibérément toutes les règles du droit international.

*Le Bureau national de l'AFPS*

*23 juillet 2020*